

# CONTRE LE RACISME ISLAMOPHOBIE

## RASSEMBLEMENT RÉGIONALE UNITAIRE DE SOLIDARITÉ

Déclaré en préfecture selon le droit de manifester

### CONTRE LES LOIS LIBERTICIDES

### 12 DECEMBRE 11<sup>H</sup>

LILLE - PLACE DE LA REPUBLIQUE PARVIS DES DROITS HUMAINS

## #STOPLOISEPARATISME

## #STOPISLAMOPHOBIE

A Lille, Marseille, Paris, Lyon, Bordeaux,

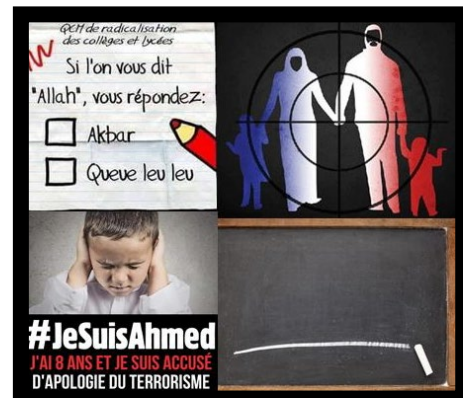


Pour être signataires de l'appel au rassemblement : [fuiqp6259@gmail.com](mailto:fuiqp6259@gmail.com) A l'appel de : Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaire (FUIQP 59/ 62), Identité Plurielle Féministes antiracistes (Tourcoing), Rencontres & Dialogues (Roubaix), Comité des Sans Papiers (CSP59), Association Marocaine des Droits Humains Nord de la France (AMDH), Collectif Afrique (CA), Place public (Maubeuge), Culture et vous (Libercourt), Collectif Décolonial Déterminé (CDD), Coordination Communiste (CC59/62), Parti Communiste Français (PCF Libercourt), Union Juive Française pour la Paix (UJFP-Hauts-de-France), Survie (Nord), Boîte Sans Projet (Amiens), Parti Communiste Français (Fédération du Nord), D'orient et d'Occident convergence vers la paix (Libercourt), Héritier-es de l'Immigration Polonaise Contre l'Islamophobie (HIPCI Hauts de France), Actions pour l'Égalité (Pas-de-Calais), Syndicat des Étudiants, Lycéens, Apprentis de la Confédération Générale du Travail (SÉLA CGT- Lille Métropole), Union Départementale CGT (Nord), SUD - Solidaires étudiant-e-s (Lille), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP 59), Collectif Selom & Matisse (Lille-Fives), Fédération Syndicale Étudiante (FSE-Lille), Union Communiste Libertaire (Nord-Lille-Douai), Collectif des Musulmans de France (CMF), Pas sans Nous (PSN 59 Nord), syndicat Emploi Formation Insertion de la Confédération Nationale du Travail (CNT EFI Nord - Pas de Calais- Picardie), SÉLA CGT (Douai), Atelier Populaire d'Urbanisme (Lille-Moulins), Association France-Palestine Solidarité (AFPS 59/62), Mouvement pour une Alternative de Gauche, Écologiste et Solidaire (Ensemble! 80 Somme Picardie), Justice pour Matisse, SÉLA CGT (Nord), Secours populaire (antenne Université de Lille), Atelier d'histoire critique, Jeunesse Communiste (Nord), Associations des Mineurs Marocains du Nord-Pas-de-Calais (AMMN Dechy), Spartak lillois pour un sport populaire et solidaire (Lille), Gilets jaunes Hauts-de-France et Belgique, Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA 59), Etapes reportages (Lille), journal La Brique (Lille), Atelier Populaire d'Urbanisme (APU-Lille-Fives), Picardie Antifa, Couvent du nord - Les soeurs de la perpétuelles indulgences, CNT (UL-Lille ), FIDL Hauts-de-France (syndicat lycéen), Rencontres Féministes, Cordillera (asso culturelle franco-chilienne), J'En Suis, J'Y Reste - Centre Lesbien Gay Bi Trans Queer Intersexe et Féministe (Lille Nord - Pas de Calais) Avec le chaleureux soutien local ou hors région : Abdellah Samate, chibani marocain des mines de charbon, ancien ouvrier mineur, président de l'AMMN, Fatiha Ajbli, féministe et sociologue des discriminations subies et des émancipations des femmes musulmanes, Saïd Bouamama, sociologue des résistances et des dominations de classes, de sexe, d'âge, de racismes (dont l'islamophobie), des (néo)colonialismes, des immigrations, militant du Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (comité Lille), Ismahane Chouder, enseignante et formatrice, féministe antiraciste, coprésidente du Collectif Féministes Pour l'Égalité, vice-présidente de la Commission Islam & Laïcité, Abdelaziz Chaambi, de la Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie (CRI-Lyon), ancien de l'Union des Jeunes Musulmans de France (UJMF), de lutte ouvrière (LO), Diversité, FSQP, Force citoyenne populaire (FCP), Nadia Louachi, ex- du MIB, FSQP (Forum Social des Quartiers Populaires), et FUIQP Paris Banlieue, Maître Madj, Résistant Culturel, DJ et co-fondateur d'Assassin Productions, il est l'un des artisans du projet "11'30 contre les lois racistes" (Why Not/Crépuscule, Cercle rouge) en soutien financier au du MIB (Mouvement de l'immigration et des Banlieues), luttant alors contre la double-peine et les crimes policiers, Farid Bennaï, militant des quartiers populaires pour l'égalité des droits et contre le racisme, Les Musulmans Anticapitalistes, Collectif Irrécupérables, collectif contre l'instrumentalisation raciste des luttes féministes et LGBTQI (composé de musulman-es et non musulman-es, adhérent du CCIF jusqu'à sa dissolution), Collectif Cases Rebelles, Association Black History Month, Brigade Anti Négrophobie (BAN), Joao Gabriel, militant panafricaniste, FUIQP Argenteuil, FUIQP Paris-Banlieue, FUIQP 34 (Montpellier), FUIQP Grenoble, FUIQP Istres-Martigues, FUIQP Marseille, FUIQP Toulon, La Révolution est en marche (Paris banlieue), Paola Bacchetta, Professeure, University of California (Berkeley USA) sociologue des théories féministes transnationale et queer, queer of color, du racisme, la colonialité, le génocide, l'esclavage, des classes sociales, Sonia Dayan-Herzbrun, féministe et sociologue spécialiste du Moyen-Orient, du Maghreb, des dominations et émancipations plurielles et ex-présidente de la commission Islam & Laïcité, Christelle Husson, féministe et militante des quartiers populaires, ancienne du MIB (Mouvement Immigration Banlieue) et du FSQP (Forum Social des Quartiers Populaires), gilet jaune (St Nazaire et alentour), Amajaunes (groupe féministe gilet jaune), Laetitia Pietka, conférencière gesticulante ("une casos à l'affiche": capitalisme et mépris de classe"), militante féministe et contre le mépris de classe, Annaïg Mesnils, formatrice chercheuse (Ille-et-Vilaine, Bretagne), Alexia Morvan, docteure en sciences de l'éducation pour une éducation populaire politique et émancipatrice (Rennes), yeun lagadeucy-gouf, animateur du blog Scènes de l'avis quotidien, aide-soignant, traducteur, François Jacquemin, Secours populaire (antenne Université de Lille), Jules Falquet, féministe et sociologue spécialiste de l'Amérique latine et des Caraïbes, Julien Talpin, sociologue au CNRS (Lille), travaillant sur le « community organizing », les luttes dans les quartiers populaires, les répressions, les discriminations, et la démocratie, Jessy Cormont, sociologue (Lille), militant et héritier des classes populaires et des immigrations en lutte contre les inégalités systémiques et les discriminations classistes, racistes, âgistes, validistes, hétéro-patriarcales. (Autres à venir)

**SOYONS VISIBLES ON ISSEONS-NOUS POUR NE PLUS SUBIR !**

## Islamophobie : Ya Basta Loi sur le « séparatisme » : Ça suffit

Le projet de loi au titre étrange [« projet de loi confortant les principes républicains »], sera présenté devant le conseil des ministres le 9 décembre prochain. Initialement appelé « loi contre le séparatisme », ce texte a été renommé face à l'ampleur des réactions dénonçant une nouvelle stigmatisation de nos concitoyen·nes musulman·es ou supposé·es tels. Le changement d'appellation ne change rien au contenu et aux effets désastreux de cette nouvelle loi d'exception. Car il s'agit bien de cela une loi spécifique pour un groupe social précis caractérisé par son appartenance religieuse. Macron le précise dans son intervention du 2 octobre en déclarant que par séparatisme, il faut entendre le seul « *islamisme* ». Il ne s'agit donc pas de lutter contre toutes les dérives fanatiques mais d'en désigner une et une seule. Darmanin le confirme en déclarant le 5 octobre que « *les catholiques n'ont rien à craindre* ». La chaîne d'amalgames qu'a déclenché l'annonce de ce projet dans les interventions médiatiques et politiques [*séparatisme = islamisme = Islam*] souligne les dangers graves qu'il porte. **Cette loi fait passer un seuil grave dans l'installation d'une islamophobie aux plus hauts sommets de l'État.**



### Ça suffit, la discrimination

Le calendrier proposé pour l'adoption de cette loi résume à lui seul son véritable objectif. La loi ne devrait en effet être définitivement votée qu'en fin 2021. La lenteur choisie est étrange pour un gouvernement qui nous a habitué à la précipitation pour imposer son programme et aux décisions par ordonnances pour accélérer ses « réformes ». L'objectif de ce rythme est évident : imposer comme question centrale de la future présidentielle celle des « musulmans » qui constitueraient un problème, de « l'Islam » qui serait un danger pour la République, des quartiers populaires qui seraient gangrénés par « l'islamisme », des sans-papiers qui seraient des « terroristes », etc. Autant d'amalgames permettant de masquer les véritables problèmes de notre société : la pauvreté massive qu'a encore accélérée la pandémie ; le chômage de masse dû aux licenciements, la destruction des services publics, les inégalités et discriminations, la répression brutale des mouvements sociaux ; etc. Confronté à une crise de légitimité sans précédent, Macron promet sciemment une logique du « bouc émissaire » lourde de conséquences. **Cette loi n'est qu'une instrumentalisation visant à détourner les colères sociales.**

### Ça suffit, les atteintes à l'Etat de droit

Ce projet de loi n'est pas isolé. Il s'inscrit dans une offensive législative réactionnaire qu'atteste d'autres lois adoptées avec précipitation dans la même période. La loi de programmation de la recherche (LPR) introduit comme conditionnalité de la liberté académique le respect de la notion floue de « valeurs de la République ». La loi sur la « sécurité globale » autorise la surveillance à grande échelle et veut interdire le fait de filmer les violences policières. A ces nouvelles lois liberticides s'ajoutent des pratiques tout autant attentatoires aux libertés démocratiques comme l'annonce de l'intention de dissoudre le Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF). Les stratégies étatiques actuelles de tensions, de peur et de division nécessitent une réponse commune forte : **S'unir pour ne pas subir**. Même la lutte contre le terrorisme qui sert de paravent à la dérive réactionnaire en cour ne peut pas être menée efficacement sans les musulmans et encore moins contre eux. **Ces lois sont de véritables atteintes à l'état de droit et ont pour but de museler l'ensemble des mouvements sociaux.**



**Les signataires appellent l'ensemble de la population et l'ensemble des forces politiques, syndicales et associatives à un rassemblement pour exiger le retrait de ce projet de loi 12 décembre 2020 (+ d'info sur actions nationales Facebook : @collectifdu10novembrecontrelislamophobie / twitter : @l\_collectif**